

Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
International Journal of Sociocultural community development and practices
Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales



Regis Cortesero (Dir.), LA BANLIEUE CHANGE ! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires, Le Bord de L'eau, Lormont, 2012, 2010 p., 20 Euros

Jean-Pierre Augustin

Number 5, 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1100311ar>

DOI: <https://doi.org/10.55765/atps.i5.243>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

ISSN

1923-8541 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Augustin, J.-P. (2013). Review of [Regis Cortesero (Dir.), LA BANLIEUE CHANGE ! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires, Le Bord de L'eau, Lormont, 2012, 2010 p., 20 Euros]. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (5), 91–93.
<https://doi.org/10.55765/atps.i5.243>

© Jean-Pierre Augustin, 2013



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Notes de lecture

Regis Cortesero (Dir.), *LA BANLIEUE CHANGE ! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires*, Le Bord de L'eau, Lormont, 2012, 2010 p., 20 Euros

Jean-Pierre Augustin

Université de Bordeaux, UMR ADES/CNRS
jean-pierre.augustin@msha.fr

Voilà un ouvrage qui ne laissera pas indifférents les chercheurs, acteurs, décideurs et citoyens qui réfléchissent à l'évolution des quartiers sensibles, car en réunissant dix auteurs spécialistes de ces questions, il offre des analyses approfondies sur l'évolution de ces quartiers populaires. Depuis plus de 30 ans le sujet est toujours d'actualité et les médias mettent régulièrement en scène ces quartiers, à la suite d'émeutes ou de violences, soulignant qu'ils sont le signifiant d'une crise profonde de la société. Notons cependant que le titre générique « La banlieue change ! » est un peu trompeur car la banlieue dont il est question est celle des quartiers de « relégation » et non de l'extension massive des périphéries urbaines, plutôt paisibles, que choisissent d'habiter une grande partie des classes moyennes. Mais le sous titre précise l'objet d'étude, et le point d'exclamation sous entend qu'à côté des images répétitives des voitures brûlées, de puissants processus sociaux et économiques sont à l'œuvre dans ces quartiers.

Régis Corteséro, chargé d'études et de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), qui dirige l'ouvrage, évoque dès l'introduction ces « territoires équivoques » en soulignant qu'au-delà de l'hypothétique aggravation des difficultés d'habitat social, il faut interroger le sens des mutations en cours. Pour lui, la situation des quartiers populaires français résulte de trois séries d'évolutions liées aux sphères économiques, urbaines et ethno-raciales et les changements sont à chercher dans les agencements complexes de ces trois niveaux. Il note la réalité hétérogène de ces quartiers et le risque des analyses en termes de ghettoïsation en raison de la diversité des situations sociales d'un secteur à l'autre. Dans le chapitre un, il développe les trois registres de la question sociale, de la question urbaine et de la question raciale en montrant comment elles se combinent dans des configurations multiples qui donnent forme au problème des banlieues. Il conclut que « l'habitant de la banlieue ne peut exprimer son expérience de façon personnelle et authentique, les mots disponibles sont ceux du dominant, à peine énoncés, ils se referment sur lui comme un piège ». Dans le chapitre trois, « la domination sans l'exploitation », le plus long de l'ouvrage, le même auteur souligne comment les habitants des banlieues se sentent à la fois victimes de « bannissement, exclus de l'égalité des chances démocratiques et empêchés en tant que sujet conduisant librement leur vie ». Pour éviter le repli territorial et moral, il considère qu'il reste possible de « contourner, de refuser, de prendre à contre pied cette logique ». On mesure comment pour l'auteur, une marge de manœuvre étroite reste possible...

L'ouvrage est organisé en quatre parties. La première analyse la banlieue dans le jeu des inégalités, outre le chapitre un déjà évoqué, Christophe Gibout centre son propos, dans le chapitre deux, sur les services de proximité et sur l'inégalité face à la mobilité en estimant que si l'immobilité est souvent de mise dans ces quartiers, une sur-mobilité est aussi l'occasion d'évoluer dans plusieurs mondes et d'élargir ses horizons culturels et sociaux. La deuxième partie traite de l'expérience de l'injustice, celle du bannissement dans le chapitre trois, celle de l'histoire scolaire cristallisant les déceptions, les frustrations et les violences évoquées par Valérie Caillet dans un encadré (p.94-97). Le chapitre quatre ouvre des perspectives originales se distinguant des approches globalisantes pour dire comment l'ethnicité peut être un support de la construction identitaire : Maïtena Armagnague montre que les jeunes d'origine turque résistent au spectre du ghetto en mobilisant le cadre communautaire pour une insertion socio-économique dans « l'ethnic business » des métiers du bâtiment. Un deuxième encadré écrit par Yoann Lopez présente les nouvelles formes de la question raciale et de recherche identitaire face à l'universalisme républicain et son principe « d'indifférence aux différences » à partir du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) créée à la suite des émeutes de 2005 (p.119-122).

La troisième partie concerne les politiques publiques ; Thierry Oblet rappelle, lui aussi, dans le chapitre cinq, que le modèle républicain d'action publique est dépassé et qu'il questionne les orientations de la politique de la ville : cette dernière doit se libérer des bureaucraties pour favoriser d'autres formes d'actions collectives. Le chapitre six est consacré à la police de proximité ; Virginie Malochet estime, au-delà des aléas des expérimentations, suppressions et réintroductions, que cette police a eu un impact positif dans les quartiers et que la territorialisation de la sécurité reste d'actualité.

Dans la quatrième partie intitulée « entre participation et mixité », Agnès Villechaise discute les résultats des politiques de mixité qui sont au cœur des programmes de renouvellement urbains en soulignant que dans les nouveaux quartiers mixtes, « les micro-ségrégations prolifèrent d'autant plus rapidement qu'elles sont l'objet d'une quasi-planification architecturale ». Dans le dernier chapitre, Sandrine Rui étudie la singularité des pratiques de participation qui modifient les formes d'action publique, mais se trouvent souvent vidées de véritable contenu politique et trop limitées à l'animation du quartier ou à la construction de sa mémoire.

La conclusion générale de l'ouvrage écrite par Didier Lapeyronnie : « Refaire la cité, métamorphoses des quartiers populaires et politique » est plutôt noire. Pour l'auteur, « la situation sociale s'est continuellement dégradée avec l'augmentation du chômage et de la pauvreté et avec l'accumulation des problèmes sociaux et des difficultés » ; il reprend en partie ses thèmes habituels : le développement de la ségrégation urbaine, l'insécurité, la ghettoïsation, le racisme et les discriminations tout en ouvrant quelques fenêtres liées à la capacité des acteurs du quartier d'agir, de revendiquer, de se prendre en charge et de se mobiliser pour construire un pouvoir et créer une forme de communauté civique...

Au total, l'ouvrage est riche d'analyses et d'interprétations qui replacent le changement des banlieues fragiles depuis 30 ans dans les dynamiques de transformation plus larges. Les chercheurs parviennent, à partir de recherches ciblées, à montrer que ces « portions de banlieues » interrogent le fondement du pacte social et que les expérimentations n'ont pas réussi à inverser le mouvement de relégation. Le constat est rude et s'inscrit dans la perspective critique qui caractérise la sociologie bordelaise dont sept auteurs sur dix sont directement issus. Après les ouvrages « La galère », « Les quartiers d'exil », « L'apartheid scolaire », « Amère banlieue », « Ghetto urbain », le titre

moins provocateur et médiatique de « La banlieue change ! » laisse envisager un changement de focale, d'autant que Régis Corteséro a bien noté que les mots utilisés se referment comme des pièges sur les habitants des quartiers. Dès l'introduction, il propose de dépasser le diagnostic du sens commun « tout va de plus en plus mal » et évoque les débats contradictoires sur la notion de ghetto. Il pose l'hypothèse que si ces quartiers sont des zones de relégation, ils sont aussi des espaces de ressources. Le lecteur peine pourtant, au-delà de quelques pistes, à trouver le chemin de ces espaces ressources et comprend vite que si la banlieue change, c'est plutôt dans le mauvais sens. La sociologie n'a pas pour objectif de réenchâter le monde et d'autres lectures seront utiles pour ouvrir des voies différentes. L'ouvrage, déjà ancien, de Pierre Mayol « Les enfants de la liberté » dans la collection Débats Jeunesse, celui des « Banlieues créatives » dans la collection Autrement, ceux de l'association « Fais nous rêver », la fiche « Jeunesse des quartiers populaires » de l'INJEP ou encore le film témoignage « La cité rose » proposent, dans d'autres registres, une vision plurielle des changements en cours.

Mais cet ouvrage a le grand mérite de souligner, dans un champ disciplinaire précis, les mécanismes puissants, complexes et toujours actifs de domination et de formation des inégalités qui caractérisent ces quartiers populaires.